

**Assemblée générale**

Distr. générale
14 octobre 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session
Point 8 de l'ordre du jour
Débat général

**Lettre datée du 27 septembre 2013, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration écrite de la délégation du Royaume-Uni faite dans l'exercice du droit de réponse aux observations prononcées à l'Assemblée générale, le 25 septembre 2013, par Mariano Rajoy Brey, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mark Lyall **Grant**



**Annexe à la lettre datée du 27 septembre 2013 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration de la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord faite dans l'exercice du droit de réponse
aux observations prononcées par le Premier Ministre espagnol,
le 25 septembre 2013, durant le débat général**

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord rappelle sa souveraineté sur Gibraltar et les eaux territoriales qui l'entourent, et réaffirme qu'en tant que territoire séparé reconnu par l'Organisation des Nations Unies et inscrit depuis 1946 sur la liste des territoires non autonomes, Gibraltar jouit des droits individuels et collectifs conférés par la Charte des Nations Unies. La Constitution de Gibraltar de 2006 consacre l'instauration d'une relation moderne et réfléchie entre Gibraltar et le Royaume-Uni.

Cette description ne saurait qualifier une relation fondée sur le colonialisme.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réaffirme la promesse qu'il avait faite de longue date au peuple de Gibraltar qu'il ne permettra jamais que celui-ci passe sous la souveraineté d'un autre État sans son consentement. Il confirme également qu'il ne participera pas à des négociations sur la souveraineté de Gibraltar si celui-ci s'y oppose.

Le Gouvernement britannique fait remarquer que tant le Royaume-Uni que Gibraltar estiment que le Forum trilatéral pour le dialogue représente le moyen le plus crédible, le plus constructif et le plus efficace de renforcer les relations entre le Royaume-Uni, Gibraltar et l'Espagne pour le bien de toutes les parties concernées, et souhaitent qu'il se poursuive. Il déplore que le Gouvernement espagnol s'en soit retiré en 2011. Le Royaume-Uni note qu'en avril 2012, il avait, de concert avec le Gouvernement de Gibraltar, fait une proposition à l'Espagne qui a permis de s'engager sur la voie de pourparlers ad hoc en vue de faire progresser la coopération dans les domaines d'importance commune par des moyens qui tiennent pleinement compte des intérêts, des droits et des responsabilités du peuple de Gibraltar.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord continue d'entretenir des liens étroits avec l'Espagne et continuera, en collaboration avec le Gouvernement de Gibraltar de Sa Majesté, à œuvrer constructivement au règlement de toutes les questions liées à Gibraltar.